

La lettre du Maire

N°23 • mars 2017

En direct avec Gilles Poux



Pose de la première pierre du programme O'Cœur Nature qui comprend 126 logements dont 56 logements sociaux.

Mobilisés pour le droit au logement

C'est au moment où les températures sont au plus bas que l'on mesure l'ampleur du manque de logements dans notre pays. Ce que nous ressentons toutes et tous au quotidien se voit confirmé par le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre, qui estime qu'en France, **4 millions de personnes sont mal-logées**. Ce chiffre, qui donne le vertige, est tout simplement inacceptable pour la sixième puissance économique mondiale.

Pourtant depuis des années, les rapports et promesses se succèdent sans que la situation n'évolue positivement. Pire, la Région Île-de-France, nouvellement dirigée par la droite, a décidé d'arrêter de participer au financement de la construction de logements sociaux.

Ainsi, nos projets vont être plus difficiles à réaliser et l'équilibre financier des organismes, comme Plaine Commune Habitat, malmené. **C'est scandaleux et nous allons poursuivre les actions pour obtenir les aides indispensables.**

En effet, quand dans notre ville, il y a plus de 3000 demandeurs de logement - plus de 650 000 en région parisienne -, le besoin de construire des logements sociaux reste une urgence, surtout quand on sait que **90 % de notre population possède des ressources qui en font des familles éligibles au logement social.**

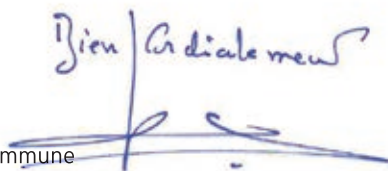
On voit d'ailleurs, notamment sur le quartier des Quatre-Routes, comment ce manque de logements crée des dysfonctionnements car il permet à des marchands de sommeil sans scrupules de spéculer sur cette misère. Ainsi, ce n'est même plus une chambre que l'on loue mais un simple lit pour 200 euros par mois. C'est le règne de l'inhumanité avec en plus des répercussions sur l'espace public qui devient de fait, pour certains, un « lieu de vie ».

C'est pourquoi, par exemple, nous avons initié de nouveaux dispositifs comme l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH - RU) qui a été lancée aux Quatre-Routes. Même si cela est limité, le travail engagé pour aider les petits propriétaires ou pour rappeler les règles en matière d'habitat est vraiment pertinent.

Oui, le droit au logement doit être une priorité. C'est pour moi une condition indispensable pour que notre société fonctionne, pour que nous puissions réellement vivre ensemble en harmonie.

Vous pouvez compter sur moi pour continuer à agir en ce sens.

Gilles Poux,
Maire de La Courneuve,
Vice-président de Plaine Commune



Les points forts de mon agenda

Du 27 février au 7 mars

Je me rendrai à plusieurs Comités de voisinage.

Samedi 4 mars

Je serai présent au stade Géo-André pour encourager le Flash qui rencontre les Dauphins de Nice, à 19h.

Jeudi 9 mars

Dans le cadre de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, j'assisterai à quelques-unes des nombreuses initiatives que nous organisons du 1^{er} au 25 mars et, notamment le 9 mars, à la rencontre/débat sur les femmes dans l'hôtellerie avec Odile Merclink. 12h, Maison de la citoyenneté.

Vendredi 10 mars

J'assisterai à la projection du film « 3000 nuits », suivie d'un débat sur la question des femmes palestiniennes prisonnières. 19h, Cinéma L'Étoile.

Mardi 14 mars

J'assisterai à la réunion de restitution organisée suite au retour de la délégation de la Ville qui s'est rendue aux Comores. 18h30, Maison de la citoyenneté.

Mardi 21 mars

Je participerai au rendez-vous organisé dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. 18h30, Maison de la citoyenneté.

Jeudi 30 mars

Je présiderai le Conseil municipal, au cours duquel nous voterons le budget 2017. 19h30, Hôtel de ville.

Vendredi 31 mars

Je présenterai aux habitants l'avancement des travaux urbains dans les 4000 Nord. 18h30, Maison pour tous Cesária Évora.



COOPÉRATION

Délégation aux Comores

Dans le cadre du jumelage qui existe depuis maintenant 10 ans entre La Courneuve et la ville de Koimbani aux Comores, une délégation composée d'élus et de techniciens s'est rendue sur place au mois de janvier.

L'objectif était notamment de finaliser un projet d'adduction d'eau porté par une association locale et financé en partie par le Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF), permettant d'alimenter en eau six villages de la région de Oichili via des fontaines publiques.

Nous avons également visité le Centre de santé où nous avons participé à l'installation de panneaux solaires, qui sont principalement utilisés pour la réfrigération de médicaments et l'éclairage des salles de soins.

CETA

Désaccord avec l'Accord

La signature, le 15 février dernier, de l'Accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (CETA) a été adoptée par le Parlement européen.

Il contrevient à de nombreux principes écologiques inscrits dans la COP21. Ce n'est pas une bonne nouvelle. Cet accord permettra à une entreprise dont les intérêts seront contrariés par une réglementation de porter plainte contre un État. Un cigarettier pourra ainsi attaquer le « paquet neutre », un chimiste réclamer une contrepartie à l'interdiction d'un pesticide dangereux, etc.

Un accord aussi impactant pour notre pays mériterait, à mon avis, d'être soumis par référendum au vote des citoyens. Je suis convaincu qu'il est grand temps de construire ensemble une alternative qui prendrait le contre-pied d'un commerce international marqué par la concurrence sur les prix et qui placerait l'emploi, la coopération et l'avenir de notre planète au centre de sa réflexion.

45 000

C'est, selon une étude publiée par l'université américaine Tufts du Massachusetts, le nombre de pertes d'emplois effectives en France que provoquerait la mise en place du CETA.

LOGEMENT

Arrêtés anti-expulsions

Dans le cadre de la lutte que nous menons depuis de nombreuses années contre le mal-logement, je prends tous les ans, avec d'autres villes du département, des arrêtés municipaux interdisant les expulsions locatives. Loin d'inciter les locataires à ne plus payer leur loyer, ces arrêtés sont destinés à protéger d'une expulsion les ménages honnêtes en proie à des difficultés économiques et sociales. Bien que la loi garantisse normalement le droit au logement pour toutes et tous, le tribunal administratif choisit malheureusement année après année de casser ces arrêtés. Ce qui a pour conséquence de mettre de trop nombreuses familles à la rue ou entre les mains de marchands de sommeil. Face à cela, il faut continuer le combat pour que personne ne soit privé de ses droits fondamentaux. Aussi, dès la fin de la trêve hivernale, nous redéposerons de nouveaux arrêtés et mènerons des actions pour que cessent ces pratiques d'un autre âge et obtenir d'un gouvernement et d'une Assemblée nationale des lois enfin efficaces.

PARENTALITÉ

De nouveaux droits pour les parents

L'Assemblée nationale vient d'adopter en 1^{re} lecture une proposition de loi visant à agir concrètement en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Grâce à l'action de la députée de La Courneuve, Marie-George Buffet, auteure de cette proposition de loi, le congé maternité est allongé de deux semaines et le congé paternité passe de 11 à 14 jours. C'est une réelle avancée pour les droits qu'il conviendra de confirmer en 2^e lecture.

Je déplore tout de même le fait que cette proposition de loi n'ait pas été adoptée dans son ensemble. Dans sa version initiale, elle s'attaquait à d'autres aspects, comme l'encadrement des temps partiels imposés ou la lutte contre les discriminations à l'embauche.

MUTATION DE BABCOCK

À la recherche de financements

Il y a quelques jours, je suis allé rencontrer Louis Schweitzer, ancien PDG de Renault et ex-président de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE), qui est aujourd'hui le Commissaire général à l'investissement. L'objectif de cette rencontre était de lui présenter le projet social et culturel que nous avons imaginé pour le site de Babcock, retenu au sein de l'appel à projets « Inventons la Métropole du Grand Paris ».

Louis Schweitzer pourrait nous être d'une aide précieuse pour obtenir les financements dont nous avons besoin pour accompagner la mutation de cette friche industrielle.

